



Nous n'oublierons pas nos 14 collègues décédé-e-s et toutes celles et ceux qui ont durement souffert de la crise !

D'après le recensement effectué par les services de la Ville, 14 collègues de la Ville et du CASVP sont décédé-e-s du Covid-19, plus de 630 ont été atteints de la maladie, parfois gravement, plus de 550 sont considérés comme pouvant avoir été atteint de la maladie. La fonction publique parisienne et ses usagers, en particulier dans les EHPAD, payent un lourd tribut à l'incurie gouvernementale et aux politiques libérales de destruction et désorganisation des services publics. Ces politiques sont mises en œuvre depuis de trop longues années, y compris à la Ville de Paris.

Une grande partie de ces décès et maladies et des souffrances physiques et psychiques qu'elles ont engendrées auraient pu être évitées, tout comme le décès de nombre de nos proches et de très nombreux résidents des EHPAD.

Nous n'oublierons pas que les politiques passées et actuelles ont laissé le système de santé et la recherche publique en grande difficulté pour prévenir et soigner et que ce sont les personnels soignants et tous ceux qui les ont soutenus qui ont su s'organiser pour faire face.

Nous n'oublierons pas que si les politiques de santé publique avaient été à la hauteur, la diffusion du virus à une aussi large échelle aurait pu être limitée et le confinement évité ou en tout cas moins lourd.

Nous n'oublierons pas que le retard pris à confiner et l'absence de moyens (masques, tests, etc..) sont responsables de milliers de morts et de malades qui pour certains continuent à subir la maladie ou ses séquelles.

Nous n'oublierons pas que ce sont les plus fragiles, les plus précaires, les femmes, les travailleuses et travailleurs souvent méprisé-e-s et oublié-e-s des services publics, des services de nettoyage et de logistique qui ont subi le plus durement les conséquences de ces décisions.

Nous n'oublierons pas non plus que la Ville de Paris et une partie de son encadrement ont aussi leur part de responsabilité malgré les nombreuses alertes syndicales avant et pendant la crise.

- En ayant cruellement manqué d'effectifs et de moyens dans de nombreux services essentiels : nettoyage, services sociaux et médicaux sociaux, médecine de prévention, etc...
- En ayant instauré des méthodes de gestion et des critères de décision et d'évaluation comparables à ceux du privé mettant les agents et le service public à mal.
- En retardant souvent la fermeture des services et en manquant de solutions logistiques et humaines pour distribuer des matériels de protection adaptés en temps et en heure, former et informer les agents, réorganiser le travail en tenant compte des risques médicaux et psychosociaux.
- En retardant l'extension des ASA confinement à tous les agents concernés et en manquant de moyens et de volonté dans certaines directions pour protéger les agents à risque.
- En mettant en œuvre des plans de reprise d'activité à marche forcée ne fonctionnant très souvent que sur le papier, faute de moyens humains et matériels.
- En refusant encore, de prendre en compte la maladie comme accident de travail comme cela serait possible. Lire [ICI](#).
- En prenant souvent très insuffisamment et tardivement en compte l'avis des personnels concernés et des organisations syndicales.

Mais nous n'oublions pas aussi, et c'est essentiel, tous les personnels qui à tous les niveaux de responsabilités ont su faire preuve d'humanité, de solidarité, de responsabilité envers eux leurs collègues et les usagers et aussi envers eux-mêmes, et en particulier tous ceux qui avec nous ont résisté, agi pour l'intérêt collectif, témoignant ainsi que ces politiques qui nous ont mis à mal ne sont pas inéluctables si nous voulons et savons nous mobiliser.

Nous espérons agir avec eux pour que toutes ces maltraitances de la personne humaine, les violences sociales et policières ne se reproduisent plus, pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, ainsi que la reconnaissance en termes de carrière et de rémunération de toutes les professions, en particulier féminines, dont la crise a illustré qu'elles étaient jusqu'ici méprisées.

C'est pourquoi, nous soutenons les 34 mesures du plan de sortie de crise proposées au débat par la CGT, la FSU, Solidaires et de nombreuses associations convaincues que les réponses aux urgences sociales et écologiques doivent être construites ensemble. Lire [ICI](#)

C'est pourquoi, à l'occasion de la journée nationale de mobilisation des personnels hospitaliers et en répondant à l'appel des collectifs de soignants et de la majorité de leurs organisations syndicales, nous appelons à nous mobiliser le **mardi 16 juin** pour un système public de santé accessible à tous-tes, pour tous les services publics, l'emploi et la justice sociale. Lire [ICI](#)

**RETROUVONS-NOUS MARDI 16 JUIN À 13H AVENUE DE SÉGUR DEVANT LE MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ...PUIS MANIFESTATION À 14H
NOUS DONNERONS UN POINT DE RDV POUR LES AGENTS DE LA VILLE DE PARIS EN LUTTE**

Pour nous contacter et vous informer :

cgt@us-cgt-spp.org

SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr

<https://www.facebook.com/parisnebatpasenretraite/>

<https://www.instagram.com/parisnebatpasenretraite/>

Caisse de grève : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/41fl6ye6>

